



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

COPIE

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 27 février 2023

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0013 du 27/02/2023
Portant mise en demeure – **Société CATIDOM** – ANNECY
SIRET : 301 857 942 00033

VU le code de l'environnement et notamment son livre I, et son article L. 171-8 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 06 décembre 2022 nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;



VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001 – 1660 du 26 juin 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 22 décembre 2022 transmis à l'exploitant Société CATIDOM par courrier recommandé en date du 26 décembre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 13 janvier 2023,

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a mis en évidence, lors de l'inspection du 9 mai 2022, plusieurs non-conformités aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que les dispositifs de désenfumage présents sur le site disposent uniquement d'une ouverture de type manuelle mais ne sont pas équipés de dispositif automatique d'ouverture ; cette situation étant contraire aux dispositions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de contrôle des installations électriques, rédigé par le bureau VERITAS le 5 octobre 2021 conclut que l'état de continuité électrique doit être amélioré ou doit être réalisé sur certaines installations ; que de ce fait il ne peut être considéré que toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes ; cette situation étant contraire aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

CONSIDÉRANT que l'objet de la vérification des installations électriques réalisée par le bureau VERITAS le 5 octobre 2021 a été partielle, certains équipements n'étant pas accessibles en l'absence de personnel de la société CATIDOM et qu'à ce titre l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015 n'est pas satisfait ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin que la société CATIDOM respecte les prescriptions édictées par les articles 3-II et 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société CATIDOM, dont le siège social est établi 25 chemin de la croix à Annecy, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 en équipant de commandes automatiques et manuelles les dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Article 2 :

Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société CATIDOM, dont le siège social est établi 25 chemin de la croix à Annecy, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°

PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015 en faisant réaliser la vérification complète du matériel électrique par une personne compétente.

Article 3 :

Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société CATIDOM, dont le siège social est établi 25 chemin de la croix à Annecy, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 en réalisant ou en améliorant la continuité électrique sur les installations, notamment celles visées lors du contrôle de matériel électrique réalisé le 5 octobre 2021.

Article 4 :

Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1^{er} ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 5 :

A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L 171-8 II du même code.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont une copie sera adressée à :

- monsieur le maire de la commune d'Annecy ;
- monsieur le directeur départemental des services incendie et secours.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT